

A la recherche d'un modèle alternatif pour l'économie : journal d'une exploration

*Conférence de Marseille du 25 septembre 2009 lors des Rencontres
annuelles du programme AGIR*

Pierre Calame

Conférence, FPH, 6 octobre 2009, 9 pages (bip 3993)

Résumé

On ne pourra construire de société durable sans repenser en profondeur notre modèle de développement et pour cela engager une réforme radicale du système de pensée et des institutions qui fondent aujourd'hui la production et l'échange. Le texte ci-après raconte la démarche exploratoire entreprise dans « l'Essai sur l'oeconomie » pour y parvenir. Elle part des indices dont je disposais et qui révélaient les impasses de notre modèle actuel. Elle montre l'utilité d'un retour sur l'histoire pour comprendre comment on en est venu à la situation actuelle, elle met en évidence le concept d'acteur pivot qui a guidé la recherche des acteurs qui pourront dans l'avenir structurer le système de production et d'échange. Après avoir analysé les limites des débats entre pro et altermondialistes, les fondements des théories économiques dominantes et les perspectives ouvertes par les multiples innovations qui se font jour depuis une vingtaine d'années. Elle conclut à l'intérêt de repartir de l'étymologie de l'économie : l'oeconomie, c'est à dire les règles de gestion (nomos) de la maison commune (oikos). Cette étymologie montre que l'économie est une branche de la gouvernance et que c'est en lui appliquant les principes généraux de gouvernance que l'on peut inventer un modèle nouveau. Le fin de la note illustre la fécondité de la démarche par une série de propositions : le caractère central de la traçabilité ; la diversité des types de capitaux ; la nature des biens et services et les régimes de gouvernance qui en découlent ; l'adéquation des niveaux de droit et des niveaux d'action ; l'importance des territoires comme niveau de cohérence économique, sociale et écologique et les conditions dans lesquelles les territoires peuvent devenir des acteurs pivot ; le rôle des filières durables de production pour la réforme du commerce international ; une nouvelle conception de la monnaie.

Mots-clés thématiques : ÉCONOMIE ET TERRITOIRE; GOUVERNANCE ET ÉCONOMIE; UNE AUTRE ÉCONOMIE; FILIÈRE DE PRODUCTION; HISTOIRE; IDEOLOGIE; STRATÉGIE DE CHANGEMENT; DIFFUSION DE L'INNOVATION; SOCIO ÉCONOMIE SOLIDAIRE; ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE; ÉCOLOGIE TERRITORIALE; MONNAIE; MONNAIE COMPLÉMENTAIRE

Mots-clés géographiques : MONDE

Mots-clés acteurs : COLLECTIVITÉ TERRITORIALE; ÉTAT; CONSOMMATEURS; INTELLECTUELS; CHERCHEURS

Mots-clés méthodes : DIFFUSION DES IDÉES ET PROPOSITIONS

Réf. : *intranetfph/bip/3993, [D2j1_A0]_C1p - Elaboration de propositions pour une autre économie*

Monsieur le Président, ma chère Annick, Mesdames, Messieurs,

C'est un plaisir d'avoir quelques moments avec vous pour partager des réflexions qui me tiennent à cœur. Je dois dire que quand j'ai vu le programme j'ai été inquiet. J'y ai été présenté comme chercheur. Je me suis dit : les gens vont dire qu'il y a tromperie sur l'étiquette parce que je n'ai rien qui ressemble à un chercheur professionnel ! j'ai toute ma vie été un homme d'action, d'abord dans la haute fonction publique, ensuite comme directeur d'une fondation internationale. Je me suis dit : les gens vont s'attendre à autre chose qu'à mes propos. Et puis, réfléchissant, je me suis dit qu'au fond oui, je suis chercheur au sens de chercheur d'or, peut être au sens d'explorateur, de participant à une chasse au trésor.

Toute ma vie, à travers mon action j'ai interrogé les évidences. Heidegger, le philosophe allemand, disait le plus difficile dans la vie c'est de voir ses lunettes parce qu'on voit le monde à travers ses lunettes. C'est vraiment le problème qu'on a aujourd'hui, prendre ce qui est et a été pour des évidences. C'est le meilleur moyen de prendre des vessies pour des lanternes.

Ma quête, cette exploration que je voudrais la partager avec vous aujourd'hui part du sentiment que vous partagez tous d'un modèle de développement dépassé. Ce que l'on appelle développement durable est en somme marcher dans la bonne direction mais à l'intérieur d'un train qui roule en sens inverse et dix fois plus vite ! Je crois que les mesures qu'on a prises jusqu'à présent sont en réalité des mesures cosmétiques, des mesures à la marge. Ce qui va se négocier dans quelques mois à Copenhague est hors d'échelle avec les problèmes qui nous attendent et qui attendent nos enfants.

Il n'y a pas de réponse évidente à ces questions. La seule solution est d'explorer. De se demander d'abord comment il se fait qu'on en est arrivé là puis comment on pourrait faire autrement. C'est ça ma quête. J'ai entassé, comme tout explorateur qui se respecte, les découvertes dans une malle. C'est un gros bouquin qui s'appelle « Essai sur l'oeconomie ». Je me bornerai ici à vous projeter en accéléré les différentes étapes de cette quête. Ma méthode se résume en deux mots : le bricolage et le braconnage. Le bricolage, c'est essayer de se débrouiller pour agencer les choses ensemble. Il n'y a aucune chance de trouver une théorie préexistante qui marche. Le braconnage c'est-à-dire qu'il faut aller chercher là où on peut les idées, les analyses : dans la sociologie, dans l'économie, dans l'anthropologie, dans la politique. Faire feu de tout bois.

Comme dans toute bonne chasse de trésor de notre enfance, il faut partir par des indices. J'avais quelques indices au départ accumulés au fil de 40 ans de vie professionnelle. Des choses qui ne marchaient pas, qui ne collaient pas avec la théorie.

D'abord, quand j'étais responsable au Ministère de l'équipement de la région de Valenciennes dans le nord de la France, il y a 35 ans de cela, nous étions en pleine crise industrielle. Je croyais que l'économie c'était de faire correspondre du travail et des besoins. Moi, je voyais dans une région en crise qu'il y avait une accumulation de bras ballants, une accumulation de besoins non satisfaits. Alors ils foutent quoi nos économistes ? Si l'économie elle n'est pas capable de répondre à cette question à quoi ça sert l'économie. Premier indice.

Et puis bien plus tard, on a commencé à parler de décroissance : il faut économiser l'énergie et la matière première. Mais la décroissance de quoi ? Le travail humain c'est quand même la source de la cohésion sociale ! Faut-il économiser le travail ? Non, mais notre consommation, elle, incorpore du travail humain, de l'énergie et des matières premières dans des proportions dont on n'a aucune idée ! On n'a aujourd'hui aucune maîtrise de cela. Donc, notre pilotage macro économique c'est un véhicule où la pédale de frein et la pédale d'accélérateur sont la même. Ça, ça s'appelle le meilleur moyen d'aller au fossé. On se dit on va faire de l'efficacité énergétique

mais on va relancer l'emploi. Comment va-t-on faire quand c'est le même argent, la même unité de compte qui compte l'énergie et le travail humain ? Ça ne peut évidemment pas marcher, n'importe quel enfant peut comprendre ça.

Troisième indice, quand j'ai travaillé en Algérie au début des années 70, je me suis aperçu que les théories que j'avais apprises ne marchaient absolument pas pour comprendre comment un pays avec un faible emploi industriel pouvait fonctionner, comment les villes pouvaient fonctionner. Et, deuxièmement, je me suis aperçu qu'on ne savait pas l'essentiel. Quand de l'argent arrive dans une région, dans une ville, qu'est-ce qu'il fait ? Il circule, à l'intérieur, il sert à irriguer l'économie ou il ressort tout de suite ? on n'en sait rien. Là, j'ai commencé à prendre conscience que nos villes, nos régions, connaissaient infiniment moins la manière dont elles fonctionnaient que le dernier village chinois d'il y a 4000 ans. Nous sommes dans des océans d'ignorance sur notre fonctionnement. On accumule des chiffres mais on ne sait rien de la manière dont une région fonctionne réellement, les flux de matières, les flux d'énergie, la manière dont ça circule à l'intérieur, aucune idée ! aucun moyen de le savoir ! on ne sait rien. Je me suis dit, si l'économie ça sert à produire des océans d'ignorance c'est qu'il y a un problème.

Quatrième indice, l'anonymat. On dit, pour qu'il y ait libre concurrence il faut qu'on ne sache pas qui produit ce qu'on consomme, qu'on ne sache pas d'où ça vient. Or, pour moi, le lien économique c'est un lien important, c'est un lien social. Vous avez du lien social avec un anonyme ? L'anonymat c'est bon pour les corbeaux, pas pour la société. Pourquoi l'économie veut-elle qu'on coupe le lien social ?

J'étais dans l'impasse. Quand on est dans une chasse au trésor et qu'on est dans une impasse qu'est-ce que l'on fait ? on revient en arrière, on revient au carrefour précédent. Donc je suis revenu en arrière, je suis revenu sur l'histoire. Je me suis demandé comment on en était arrivé là. Ça m'a donné cinq éléments.

D'abord la définition de **réforme radicale**. Edgar Morin parle de réforme de la pensée. Il a tout à fait raison. Qu'est ce que ça veut dire réforme radicale ? ça ne veut pas dire tout brûler, ça veut dire **revenir aux racines**. Réforme radicale ça veut dire interroger les fondements. Une thèse a été soutenue il y a quelques années. J'aime bien le titre. Elle s'intitulait : « changer le pansement ou penser le changement ? ». Effectivement ce que l'on fait aujourd'hui c'est changer les pansements. On peut peut être commencer à penser le changement.

Deuxième point, L'importance du livre d'Albert Hirshman « Les passions et les intérêts ». Il pose la question suivante pourquoi l'Occident chrétien a tellement misé sur l'accumulation matérielle ? Au point qu'il faut une commission Stiglitz en 2009 pour dire que l'accumulation matérielle ne fait pas le bonheur. Comment en est-on venu là ? C'est intéressant de revenir aux fondements. Ça a été introduit par des moralistes qui ont dit : entre les trois menaces qui pèsent sur la société, la lutte pour le pouvoir, la conquête des femmes et l'accumulation des richesses, c'est finalement l'accumulation qui est la moins dangereuse. Seulement, 500 ans après peut être que c'est devenu la plus dangereuse. Se rappeler que ce sont des moralistes, que c'est une question de morale pratique qui a amené à dire que le moins dangereux c'est d'accumuler. C'est ce qui a préparé le terrain pour Adam Smith.

Cette plongée dans l'histoire, et c'est mon troisième point, m'a fait réfléchir à la manière dont les sociétés étaient organisées. Je suis arrivé à une notion importante, celle d'acteur pivot. Je me suis aperçu qu'à chaque époque il y avait des acteurs autour desquels la société se réorganisait, ça a été l'église, ça été le roi. Je me suis dit, si on veut comprendre l'architecture d'une société à un moment donné et la faire évoluer, il faut comprendre autour de quels principes la société se réorganise à tout moment.

Quatrième point, de quand date notre système de pensée, notre système institutionnel, notre système de formation ? Ils sont vieux de plus de deux siècles. Plus de deux siècles ! L'Etat, l'université, l'entreprise ce sont des constructions intellectuelles et institutionnelles du 18e siècle, faites pour le 18e siècle. Mais que notre monde a changé depuis ! J'ai compris que le gros problème de nos sociétés c'est que l'on a d'un côté une société qui évolue très vite de l'autre un système de pensée, un système institutionnel qui évolue très lentement. Donc, si on ne fait pas une course de rattrapage du système de pensée et du système institutionnel, on est sûr d'aller au mur : la remise en cause du système de pensée et du système institutionnel est une priorité de l'action.

Cinquième point, on ne parlait pas jusqu'au milieu du 18e siècle d'économie, on parlait d'oeconomie. C'est au moment de l'encyclopédie, de Diderot, que l'on a remplacé le mot d'oeconomie. Le mot économie, pour nous, ça évoque les facs d'économie, le FMI, la monnaie, la bourse, les présumées « lois de l'économie ». L'oeconomie ça rappelle l'étymologie. Ça vient de deux mots : oïkos c'est la maison, le foyer domestique et nomos c'est la loi. Donc l'oeconomie c'est quoi ? c'est les règles de gestion de la maison commune. On l'avait oublié. Il faut y revenir, se demander ce que doivent être les règles de gestion de la maison commune au 21e siècle.

A partir de là, je me suis demandé : c'est quoi les acteurs pivots d'aujourd'hui ? Autour de quoi notre société est-elle structurée ? J'en ai trouvé deux. L'entreprise multinationale d'un côté et l'Etat de l'autre. L'entreprise multinationale ne représente qu'une toute petite fraction du PIB mondial. Pourtant, elle structure l'ensemble du système de production et d'échange autour d'elle. Et l'Etat c'est le lieu d'excellence des régulations. Donc, on a deux acteurs pivots. Ce qui m'a conduit à une réflexion et une question. Réflexion, la société a besoin d'une approche matricielle, d'un croisement. On a besoin d'un acteur horizontal, qui organise les cohérences, en l'occurrence, c'est actuellement l'Etat. Et on a besoin d'un acteur vertical, qui organise nos systèmes de production, c'est l'entreprise. Si on veut remplacer notre système par un autre, il faut inventer un nouveau système matriciel. Question : ces acteurs pivots sont-ils adaptés pour le 21e siècle ? Ma réponse est non. L'Etat est trop grand, trop abstrait, trop cloisonné dans son organisation pour assurer simultanément la cohérence économique sociale et écologique. Quant à l'entreprise, c'est par son statut, association d'actionnaires. Elle n'est pas en mesure de construire de son côté les cohérences à la fois économiques, sociales et écologiques. Parlons de la responsabilité sociale et économique des entreprises. Les Américains parlent des trois « P » : « people », les gens ; « profit » le profit et « planet » la planète. C'est superbe. Sauf que l'on a un cheval de profit, une alouette d'environnement et une alouette de social. Ce n'est pas parce que les chefs d'entreprise sont mauvais, c'est simplement que le système est organisé pour mettre de manière statutaire, la question du rendement des fonds propres au centre de la logique de l'entreprise.

La conclusion s'impose : la quête doit comporter la recherche des futurs acteurs pivots.

Au stade où j'en étais, pour ne pas réinventer l'eau chaude, je suis allé au magasin des accessoires, voir ce qui était à disposition pour réinventer un nouveau système de pensée. J'ai commencé par regarder la théorie économique et classique. Ses fondements n'ont guère changé depuis le 18e siècle. Si vous regardez les mots mêmes qui sont utilisés par l'économie, vous pourrez constater qu'ils sont directement issus de la physique du 18e siècle, de la théorie des gaz parfaits, de la mécanique newtonienne. On en est resté à la science du 18e siècle.

Comment se fait-il que le monde ait autant changé et que les fondements de l'économie n'aient pas changé ? ça démontre une chose évidente c'est que c'est une idéologie, pas une science. Quelque chose qui ne bouge pas quand le monde bouge c'est sûr que ce n'est pas fait pour analyser le monde c'est fait pour transmettre de la croyance.

La croyance est très intéressante. Elle renvoie à Hirschman. Adam Smith nous dit : l'intérêt individuel et l'intérêt collectif vont la main dans la main grâce à la baguette magique de la « Main invisible du marché ». Poursuivez chacun votre intérêt individuel et hop ! vous avez l'intérêt collectif. C'est formidable de pouvoir croire ça. Mais on fait la même chose encore maintenant. On prend « développement », on y ajoute « durable », les deux sont contradictoires mais ensemble la contradiction est résolue. Même chose avec les emplois verts. On veut une décroissance de l'énergie, on veut la croissance de l'emploi, on trouve les emplois verts. Expliquez moi comment on les crée dans l'économie actuelle. On est dans le croire, on n'est pas dans l'analyse de la réalité. D'ailleurs Alan Greenspan, l'ancien président de la FED, l'a dit en décembre 2008 à la télévision américaine : « je croyais à l'efficacité des marchés ». On est dans l'ordre de la croyance. Plus on consomme égoïstement et plus tout le monde est sauvé. Ça c'est formidable. Je comprends que l'on ait envie de croire à ça.

Je me suis aperçu qu'il n'y avait pas grand chose à grappiller dans l'économie classique, d'autant plus que l'outillage intellectuel des économistes est périmé. On devrait représenter la dynamique de systèmes non linéaires, comme disent les physiciens, et on fait ça avec des équations de Lagrange datant du 18^e siècle. Ça ne peut évidemment pas marcher. De même on s'intéresse en économie à l'optimisation alors que les écosystèmes produisent un équilibre entre efficacité et résilience, entre maximum d'efficacité et protection contre les risques.

Je suis ensuite allé voir s'il y avait quelque chose à grappiller du côté des pro et des altermondialistes. Chaque camp dit des choses intéressantes mais les altermondialistes ont des raisonnements qui font parfois penser aux médecins de Molière. A la question de qui la faute, réponde la mondialisation. De même, dans le malade imaginaire Toinette répond que le foie est la cause de tout : vous avez mal au pied, c'est le foie, etc. Vous avez de la pauvreté, c'est la mondialisation, vous avez une dégradation de l'environnement, la mondialisation ! On est encore dans l'ordre du croire. Il y a du travail à faire.

Après, je me suis intéressé aux précurseurs. J'ai identifié quatre pistes intéressantes.

Première piste, la réflexion sur le bien être. Comment produire du bonheur pour tous, comment dissocier cela de la question de l'accumulation. Je vous renvoie notamment la New Economic Foundation (NEF). Je trouve très intéressant leur manifeste du bien être. La commission Stiglitz a abordé cette question récemment mais la réflexion est beaucoup plus ancienne que ça.

Il y a une deuxième piste qui est très intéressante c'est celle de l'économie sociale et solidaire. Comment rapprocher la démarche citoyenne de la démarche consommatrice ? comment concevoir des organisations économiques qui essaient, par leur statut, de poursuivre plusieurs objectifs à la fois. La grosse difficulté de ce mouvement c'est qu'il continue à se penser comme supplétif de l'économie dominante. On n'arrive pas à trouver dans cette démarche l'articulation qui permet de dire on peut repenser toute l'économie à partir de ça. La grande faiblesse de ce mouvement est aussi que l'on croit résoudre le problème par le statut des entreprises. Mais en réalité les grands de l'économie sociale, pris dans la concurrence internationale, ne se comportent pas forcément très différemment des entreprises classiques. Malgré les limites, il y a quand même des pistes.

Une troisième piste intéressante est celle de l'efficacité énergétique, plus largement celle de l'économie de matière. Là, les Allemands nous ont devancés avec le Wuppertal Institute. Il y a beaucoup de choses à tirer de ça, en particulier la nécessité impérieuse d'avoir des traceurs des consommations pour sortir de l'ignorance.

Une quatrième piste très intéressante est l'écologie industrielle, qui débouche sur ce que l'on appelle l'économie d'utilisation : essayer de remplacer systématiquement un bien par un service. Ça nous fait regarder autrement l'économie et cela débouche, comme je le développe assez longuement dans mon livre, sur la question de la normalisation. Car pour pouvoir changer des parties d'un produit il faut disposer de systèmes normalisés. Il y a donc actuellement beaucoup de choses en mouvement. Aucune n'est à l'échelle mais quand on fait converger ces idées, ces innovations, petit à petit un dessin qui apparaît.

Après je me suis dit : l'impasse de nos modèles de développement est évidente, tout le monde le sait. Qu'est-ce qui fait que le changement soit aussi difficile ? Les explications traditionnelles sont qu'il y a de grands intérêts investis, que c'est un combat politique. Ça me paraît de moins en moins convaincant, ne serait ce que parce que le combat politique s'exerce au niveau national et que le problème ce sont les interdépendances mondiales. Et, surtout, le combat politique ne porte pas sur des changements systémiques, or c'est bien un changement systémique dont il s'agit. D'où ma question : comment se fait-il qu'un changement systémique soit aussi difficile ? J'ai bricolé, là aussi, ma réponse en disant : un changement systémique ça comporte des éléments qui sont tous simples, le problème c'est de les mettre ensemble. Le changement systémique, c'est presque un problème d'assemblage. J'ai décrit ce que j'ai appelé les trois losanges du changement, figurant les douze conditions pour qu'un changement se produise. Il faut d'abord réunir quatre catégories d'acteurs différentes : il faut des innovateurs, des bricoleurs ; il faut des théoriciens pour réorganiser la pensée ; il faut des généralisateurs pour que les petites choses se généralisent deviennent plus grandes ; et il faut des régulateurs, c'est-à-dire des gens qui sont capables d'agir sur les règles du jeu. J'ai décrit également les quatre conditions d'échelle et les quatre conditions d'étape. C'est une espèce d'écologie du changement. Je vous proposerais volontiers de soumettre à cette grille d'analyse votre propre action dans le cadre du programme AGIR. Tant qu'on abordera pas cette question du changement systémique, on n'y arrivera pas.

Je me suis ensuite demandé : qu'est-ce qui fait que tous ces précurseurs n'arrivent pas à déboucher ? Et, là, j'ai vu que l'économie classique avait une supériorité formidable, ce que j'appellerai sa capacité d'intégration. C'est un tout cohérent. Vous avez la loi de l'offre et de la demande, le comportement du consommateur rationnel à un bout, l'équilibre général à l'autre bout en macro économie. C'est une image fautive du monde, mais une image cohérente et une image cohérente c'est séduisant parce qu'on a l'impression d'être dans un monde compréhensible, dans un monde manœuvrable si je peux me permettre. Donc je me suis dit : tant que l'on n'aura pas identifié d'autres éléments d'intégration on n'arrivera pas à porter un contre modèle sérieux.

Les éléments d'intégration, je les ai cherchés assez longtemps. Je crois les avoir trouvés à travers la définition de l'oeconomie. L'oeconomie, c'est une branche de la gouvernance. Au fond, la question de la production et de l'échange, c'est une question technique, d'ingénieur, d'optimisation des moyens, de recherche opérationnelle, mais, fondamentalement, cela fait partie de l'art de gérer la société. Comme il se trouve que c'était mon métier la gouvernance, que j'en avais théorisé les principes, je me suis dit : je vais essayer de tirer ce fil. Et si l'on considérait tout simplement l'économie comme une branche de la gouvernance ! si j'appliquais à l'oeconomie les grands principes de gouvernance que j'ai mis en évidence au cours des décennies précédentes ? A partir de là, j'ai trouvé des éléments de cohérence qui commençaient à se dessiner.

Je vous en citerai sept exemples :

Premièrement, la **traçabilité**. Pour qu'il y ait responsabilité, il faut qu'il y ait traçabilité. Donc qu'il s'agisse de l'emploi du travail humain ou qu'il s'agisse des modes de production, nous avons un devoir de traçabilité. C'est le seul moyen de restituer le lien social. C'est le seul moyen d'exercer

de manière responsable notre fonction de consomm-acteur. Or la traçabilité est rendue possible par les outils modernes. Quelquefois on me dit : oh la la, mesurer le sac à dos écologique, (je pense que vous êtes familiers de ce concept), des biens que l'on achète, c'est impossible ! Mais c'est beaucoup plus facile en réalité que de mesurer la valeur ajoutée ! Qu'est-ce qui fait que la mesure de la valeur ajoutée nous paraît aujourd'hui facile ? parce que l'on a créé la TVA ! C'est parce qu'il y a une fiscalité du travail que la traçabilité existe. On se mord la queue quand on dit : on ne peut pas taxer le sac à dos écologique parce qu'il n'y a pas d'outil de mesure. Mais non ! c'est parce que l'on aura créé une taxation qu'on fabriquera un outil de mesure, exactement comme pour la valeur ajoutée. A telle enseigne que quand il y a des exigences, par exemple, de sécurité alimentaire, les grands de l'agro-alimentaire ont une traçabilité absolue de leur produit parce que le risque réputationnel en cas d'erreur est tel qu'ils ont intérêt à assurer la traçabilité. La traçabilité, comme reconstitution du lien humain à travers l'économie est la première piste.

Deuxième piste la **nature du capital**. On parle de substitution du capital au travail dans les bouquins de première année d'économie. Mais de quel capital s'agit-il aujourd'hui ? Pour comprendre le monde il faut raisonner sur quatre catégories de capitaux : capital matériel, capital naturel, le capital humain et le plus important de tous, le capital immatériel. Le capital immatériel c'est tout le capital social, c'est l'art de travailler ensemble, c'est un des enjeux d'un territoire.

Troisième piste, la **nature des biens et services**. La vulgate économique dit : il y a les biens publics et les biens privés. Je me suis aperçu que c'était beaucoup plus complexe. J'ai identifié quatre catégories de biens à partir de ce que j'appelle « le test du partage ». Il y a les biens qui se détruisent en se partageant, les biens qui se divisent en se partageant mais qui sont en quantité finie -l'eau, l'énergie, etc... les ressources naturelles-, les biens qui se divisent en se partageant et sont en quantités indéfinies parce qu'ils dépendent essentiellement de la créativité humaine -les services aux personnes, les biens industriels, etc- et enfin, les biens qui se multiplient en se partageant -l'expérience, l'amour, la connaissance, la joie-, n'importe quel enfant comprendrait qu'en situation de rareté il vaut mieux faire reposer le bien être sur les biens qui se multiplient en se partageant que sur les biens qui se divisent en se partageant.

Quel est le **régime de gouvernance** qui devrait s'appliquer à chacune de ces catégories ? C'est une question centrale pour l'oeconomie. Je ne vais pas rentrer dans le détail mais, par exemple, la taxe sur le carbone est selon moi inappropriée, parce que la taxation est un régime de gouvernance inapproprié à la nature de l'énergie : les biens qui sont en quantité finie doivent être gérés selon une double exigence de justice et d'efficacité. Il faut inventer des régimes de gouvernance réellement adaptés à la nature de chaque bien.

Quatrième piste, **l'adéquation des niveaux de droit et des niveaux d'action**. Il est absurde que des acteurs transnationaux soient soumis à des droits nationaux. On le voit avec la finance qui est mondiale mais dont la régulation reste nationale, même si ça va évoluer un petit peu avec le G20 au niveau de l'Europe. On n'échappe pas à une règle aussi simple que : « **à acteur international, droit international** ». On peut transformer énormément de choses rien qu'avec ce principe de bon sens.

Cinquième et sixième pistes, les acteurs pivots. Pour moi il y a deux acteurs pivots décisifs de l'oeconomie : le territoire et les filières de production. Le **territoire** -la ville, la région- occupe une place centrale dans un système mondialisé. A telle enseigne qu'en réalité ce ne sont pas des pays qui se développent ce sont des régions au sein des pays, ce sont des pôles industriels, ce sont des pôles de croissance qui se développent. Le problème c'est que ces territoires ne savent pas se penser et se concevoir comme acteurs. Comme je le rappelais en début, ils n'ont aucune connaissance d'eux mêmes. Une des propositions concrètes que je fais c'est de créer ce que j'ai

appelé des **Agences Oeconomiques Territoriales**, pour doter les régions d'une capacité de se penser, de se raisonner, d'agir. Voilà le premier acteur pivot.

Le deuxième acteur pivot c'est les **filères de production**. Chaque entreprise, aussi grande soit-elle n'en est qu'une petite part. Or, l'enjeu même de l'oeconomie c'est d'avoir des filères durables. Si vous regardez le commerce équitable -un livre fort intéressant vient d'être publié aux ECLM sur ce sujet, ça ne traite en général, ça n'est d'équitable que sur une toute petite partie de la filière. C'est bien, c'est un mouvement très positif mais c'est un peu à la limite de la bonne conscience. Il faut aller vers des normes ISO de la filière durable. Le mouvement a déjà été amorcé au mois de juin 2009. Le groupe des experts de l'OMC a dit que la taxation du carbone aux frontières était compatible avec les règles de l'OMC. En d'autres termes on fait un premier pas en direction de l'idée que le commerce international de demain devrait se fonder sur la durabilité des filères. Avec ça on peut introduire une rupture majeure.

Et puis, dernière piste, la **monnaie**. C'est uniquement par paresse intellectuelle, par habitude qu'on traite la monnaie comme une dimension unique. Je l'ai évoqué en début de conférence. Tant qu'on utilise la même unité de compte, le même moyen de paiement pour l'énergie, qu'il faut économiser et pour le travail, qu'il faut dépenser, on n'a aucune chance de parvenir à une solution satisfaisante. Donc la monnaie ne peut avoir que plusieurs dimensions. On dit « ce n'est pas possible ». Et pourtant, toutes vos cartes de fidélité d'hypermarché traitent séparément vos points de fidélité et vos euros. Avec les portes monnaies électroniques la monnaie à plusieurs dimensions c'est simple comme bonjour. Il faut de même unifier le marché européen au niveau de l'euro mais en même temps permettre d'organiser des circuits de travail local et, donc, créer des monnaies régionales. D'ailleurs la Flandres belge est en train de créer une monnaie régionale.

Voilà quelques pistes et j'en arrête là.